

La France en guerre ?

Selon *Le Monde* (20 juin), Macron aurait modifié sa position sur l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Il y serait désormais favorable, rejoignant la position du gouvernement polonais. Le même Macron, pourtant, déclarait il y a seize mois que « *l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN sera perçue par la Russie comme quelque chose de confrontational* ».

Rappelons que l'article 5 de l'OTAN stipule qu'une attaque armée contre un membre de l'alliance est considérée comme une attaque contre tous. Faire adhérer un pays en guerre à l'OTAN, c'est enclencher une mécanique entraînant tous ses membres dans la guerre.

Certes, Macron ne propose pas que l'Ukraine rejoigne l'OTAN maintenant. En prenant position pour l'adhésion de l'Ukraine, il veut, explique-t-il, faire pression sur Poutine. L'objectif étant que Zelensky « *puisse négocier* », sachant que de toute façon l'Ukraine ne pourra pas « *recupérer l'ensemble des territoires occupés* » (*Le Monde*).

Question : si tel est le but, pourquoi ne pas pousser à des négociations tout de suite, pourquoi ne pas proposer un cessez-le-feu immédiat ?

Pas question de cela pour Macron ! Tandis que nombre des pays membres de l'OTAN arrivent au bout de leur capacité à envoyer toujours plus d'armes et de munitions en Ukraine, Macron lui annonce de nouvelles livraisons, en particulier de missiles et de blindés. Il est vrai qu'il peut s'appuyer sur le consensus réalisé au Parlement lors de la discussion de la loi de programmation militaire (LPM), en particulier sur la clause qui place la fourniture d'armement à l'Ukraine en dehors de toute limite budgétaire. Il s'appuie aussi, rappelons-le, sur les votes quasi unanimes du Parlement européen (incluant tous les députés français de « gauche ») pour la fourniture d'armes et de munitions au gouvernement Zelensky.

Il ne s'agit pas seulement d'agiter une menace ou d'exercer une pression. Les pays qui partagent la nouvelle position de la France se sentent encouragés à aller plus loin. Ainsi la Pologne et d'autres pays envisagent la constitution d'une « coalition de volontaires » engagée sur le terrain. En France, l'état-major de l'armée étudie la participation à des « *bulles d'interdiction aérienne* ».

Un pas est franchi vers l'entrée directe de la France dans la guerre. Au moment même où le gouvernement instaure le Service national universel obligatoire de fait pour les lycéens de seconde dès l'an prochain. Au moment même du vote des 413 milliards de la LPM et des coupes budgétaires massives annoncées dans tous les budgets publics (hors armée).

Il y a urgence à ce que les organisations qui se réclament de la classe ouvrière, de la paix et de la démocratie rompent tout soutien à l'OTAN et à la loi de programmation militaire. Il y a urgence à ce qu'elles se mettent d'accord au moins sur un point : cessez-le-feu immédiat.

Il faut arrêter tout de suite l'escalade de souffrances et de morts inutiles. Directe ou indirecte, aucune entrée de la France dans le conflit ! Dehors Macron, fauteur de guerre à l'extérieur et à l'intérieur !